

FRANCOPHONIE

CAHIER SPÉCIAL D | LES SAMEDI 18 ET DIMANCHE 19 MARS 2023

LEDEVOIR



Assurer la vitalité de la langue

Selon des estimations basées sur les plus récentes données démographiques diffusées par les Nations unies, nous serions désormais 327 millions de francophones dans le monde. Si une grande partie vit en Afrique, on trouve cependant des locuteurs de la langue française aux quatre coins de la planète, en Europe et dans les Amériques, évidemment, mais aussi en Asie et en Océanie. À l'occasion de la Journée internationale de la francophonie, qui a lieu le 20 mars de chaque année, et de la toute première Journée québécoise de la francophonie canadienne, le 22 mars prochain, ce cahier vient mettre en évidence la diversité des communautés francophones, qu'elles évoluent en contexte majoritaire ou minoritaire, et présente de tout nouveaux acteurs, qui s'engagent à maintenir la vitalité de la francophonie.



Antidote

Correcteur + Dictionnaires + Guides

Au service de la langue française

Antidote s'adresse à toute la francophonie, reconnaissant les usages, les expressions et même les prononciations de différentes régions linguistiques. Tout pour soigner sa langue, peu importe son accent.

www.antidote.info

 Druide



C'est la République démocratique du Congo qui compte le plus grand nombre de francophones après la France métropolitaine, selon Francoscope. ALEXIS HUGUET AGENCE FRANCE-PRESSE

L'avenir de la francophonie passe par l'Afrique

La population francophone mondiale augmente grâce à la croissance démographique en Afrique, selon les plus récentes données de Francoscope, une initiative de l'Université Laval et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

JEAN-FRANÇOIS VENNE
COLLABORATION SPÉCIALE

On compte 327 millions de francophones dans le monde en 2023, selon la nouvelle édition de Francoscope. Cette plateforme Web diffuse depuis 2020 des estimations du nombre et du pourcentage de francophones dans plus d'une centaine de pays. Elle est produite par des chercheurs de l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF) de l'Université Laval et de l'Observatoire de la langue française de l'OIF.

Cette progression de six millions de francophones par rapport à 2022 serait surtout liée à la croissance de la population africaine, où le nombre de francophones est passé à 167 millions, soit 7,4 millions de plus que l'an dernier.

Ce bond important découle du fait que la réalité a donné tort à certaines projections démographiques effectuées par les Nations unies (ONU) en 2019. L'ONU réalise en effet tous les quatre ans un exercice d'estimations et de projections des populations mondiales. Les chercheurs de l'ODSEF et de l'OIF l'utilisent pour établir les données de Francoscope et de leur ouvrage phare, *La langue française dans le monde*, publié tous les quatre ans.

« Les projections des Nations unies en 2019 avaient sous-estimé l'essor démographique du continent africain et surestimé celui de l'Europe », indique le directeur de l'ODSEF, Richard Marcoux. Les données de 2023 présentent donc une image un peu différente de la francophonie. »

Soutenir la francophonie africaine

L'Europe perd quant à elle 830 000 francophones. Elle en compterait 135 millions en 2023. Si la France demeure en tête pour le nombre de locuteurs de la langue de Molière (on en dénombre plus de 63 millions au sein de la France métropolitaine, sans ses composantes outre-mer), c'est la République démocratique du Congo (RDC) qui pointe au second rang, avec plus de 52 millions de locuteurs, soit environ la moitié de sa population totale. On retrouve aussi l'Algérie, le Maroc, le Cameroun et la Côte d'Ivoire dans les dix premiers.

Depuis une douzaine d'années, Richard Marcoux suit de près l'évolution d'un espace qu'il appelle la planète « Naître ou vivre en français », c'est-à-dire des pays et des territoires où les gens sont exposés à cette langue au quotidien. « Entre 2010 et 2023, la population de cet ensemble a augmenté de 61 millions de personnes, et 93 % de cette progression est survenue en Afrique », souligne-t-il.

Le Canada et le Québec auraient donc avantage à s'intéresser à cet espace où la survie de la francophonie est confrontée à plusieurs défis. Ils devraient notamment soutenir davantage l'éducation, grand vecteur du maintien de la langue française sur le continent. « Plusieurs pays manquent de moyens pour offrir une éducation de qualité à tous leurs ci-

toyens dans une dynamique d'explosion démographique, et le Québec et le Canada doivent jouer un rôle pour consolider ces efforts », croit le chercheur.

Richard Marcoux ajoute que l'Afrique est loin d'être monolithique et que le français y évolue dans plusieurs contextes différents. Dans des pays comme le Mali, le Sénégal et les États du Maghreb, la langue de Molière cohabite avec une autre langue nationale forte telle que le bambara, le wolof et l'arabe. D'autres pays, comme le Gabon, le Bénin et la Côte d'Ivoire, partagent le français en tant qu'unique langue nationale.

La francophonie canadienne évolue

Le Canada, seul pays américain dans les dix premiers, se classe sixième, avec près de 10,9 millions de francophones, dont la majorité habite au Québec. En plus des cinq États africains mentionnés, la Belgique, le Madagascar et la Tunisie complètent ce palmarès.

Un peu plus d'un quart (27,63 %) de la population canadienne serait francophone selon la définition de Francoscope, c'est-à-dire qu'ils peuvent parler ou comprendre le français. Près de 92 % des Québécois et plus de 40 % de la population du Nouveau-Brunswick correspondent à ce critère, tout comme un peu plus de 10 % des Ontariens et près de 10 % des habitants des Territoires du Nord-Ouest.

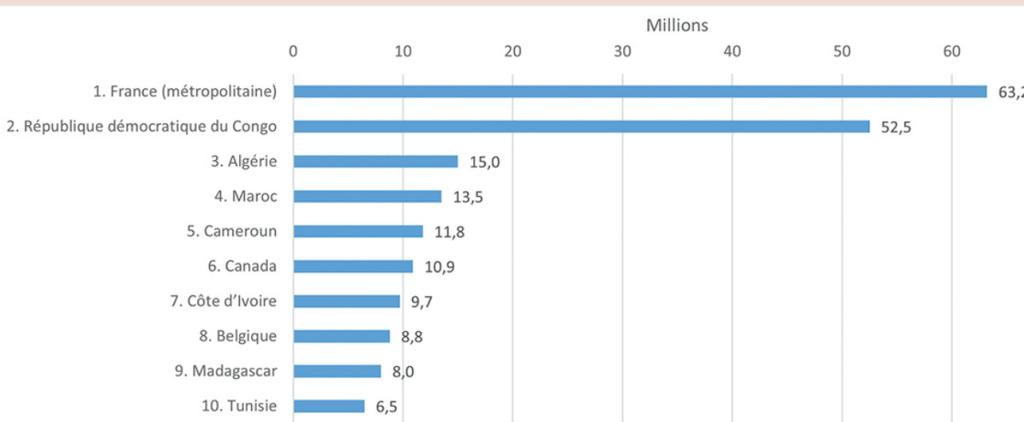
Selon Richard Marcoux, la loi 101 et la loi 14 (découlant du projet de loi 96 adopté en 2022) aident le Québec à préserver la langue française, mais sa situation demeure plus fragile dans les autres provinces. D'autant que le portrait de la francophonie hors Québec tend à changer.

« Il se développe, à côté de la francophonie traditionnelle d'origine canadienne-française et souvent rurale, une francophonie issue de l'immigration, qui est très urbaine, affirme-t-il. Il faut créer des ponts entre ces deux groupes et s'assurer que ces nouveaux arrivants peuvent vivre en français dans ces provinces. »

« Les projections des Nations unies, en 2019, avaient sous-estimé l'essor démographique du continent africain et surestimé celui de l'Europe »

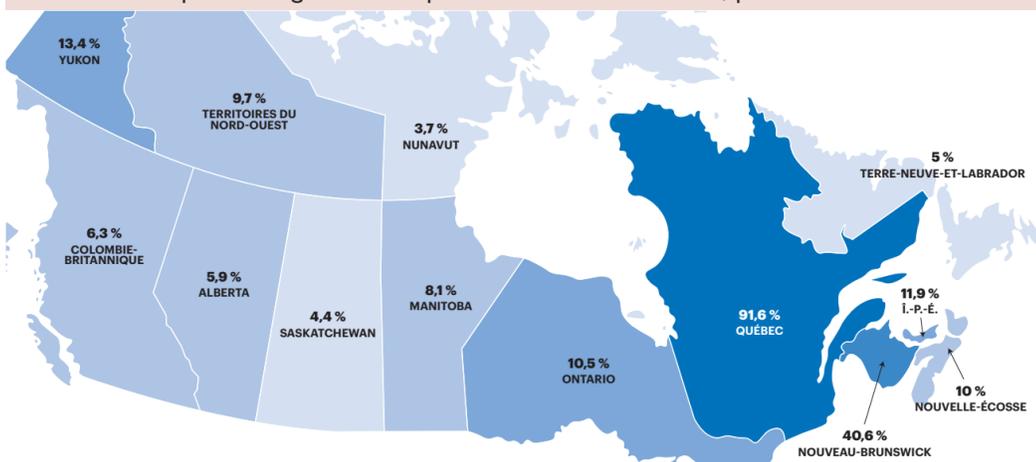
Estimation du nombre de francophones en 2023

Pays occupant les 10 premiers rangs parmi le sous-ensemble de la planète « Naître et vivre en français »



Francoscope, 2023. « France (métropolitaine) » correspond à la France sans ses composantes outre-mer.

Estimation du pourcentage de francophones au Canada en 2023, provinces et territoires



Francoscope, 2023. Arrondissement des pourcentages à la première décimale. Statistique Canada, Recensement de la population de 2021. Connaissance des langues officielles (français) ; « Population projetée » en 2023, scénario M1 : croissance moyenne 4. Tableau : 17-10-0057-01.

CONNAISSEZ-VOUS UNE JACINTHE?

NOUS OUI, ELLE FAIT PARTIE DE LA FRANCOPHONIE DES AMÉRIQUES.

VISITEZ-NOUS!

Jacinthe, Manitoba

Langue française Culture Amériques

Centre de la Francophonie des Amériques

Québec

Ce cahier spécial a été produit par l'équipe des publications spéciales du *Devoir*, relevant du marketing. La rédaction du *Devoir* n'y a pas pris part.



La Secrétaire générale de la Francophonie Louise Mushikiwabo (à droite) remet à la nouvelle représentante de l'OIF pour les Amériques, Zahra Kamil Ali, sa lettre de mission.

PHOTO FOURNIE

ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

Zahra Kamil Ali, porte-voix des Amériques

Nommée représentante de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) pour les Amériques (Québec) à l'automne dernier, Zahra Kamil Ali est une diplomate aguerrie, ayant occupé auparavant les mêmes fonctions auprès de l'Union africaine. Autrefois basée à Paris et à Addis-Abeba, en Éthiopie, c'est à Québec cette fois, dans le nouveau pied-à-terre de l'OIF inauguré il y a à peine un an, que cette Djiboutienne d'origine assure la charge de l'une des 13 représentations extérieures de l'OIF.

JEAN DÉCARY
COLLABORATION SPÉCIALE

La réalité québécoise n'était pas étrangère à la représentante des Amériques à l'OIF, puisqu'elle a eu l'occasion, dans son cheminement universitaire, d'étudier à l'École nationale d'administration publique (ENAP). « J'ai eu un véritable coup de cœur pour le Québec à ma première visite, en 1997. J'ai des amis ici et j'ai côtoyé beaucoup de Québécois dans mes divers rôles professionnels. »

Elle affirme que cette connaissance du Québec l'a aidée à prendre sa décision. « J'étais motivée à venir relever ce défi », dit-elle en entrevue. Aucun choc culturel de son côté donc, mais peut-être un léger sur le plan climatique. « J'étais venue en été, mais je n'avais jamais connu l'hiver ! Cela dit, je suis heureuse de mon choix et je me sens à ma place. »

Née à Djibouti, pays de l'Afrique de l'Est dont les deux langues officielles sont le français et l'arabe, Zahra Kamil Ali a fait des études de droit qui l'ont

menée notamment en France, à Besançon et à Strasbourg. Jeune juriste, elle a été cheffe du Département juridique du secrétariat général du gouvernement et, jusqu'à son départ en 2003, conseillère juridique du président de la République de Djibouti.

C'est par la suite qu'elle se joindra à l'OIF, où elle sera basée tour à tour en Éthiopie et en France. Elle y développera, entre autres, une expertise dans les questions de paix et de sécurité en Afrique. « J'ai travaillé sur les processus de transition, les processus électoraux et ceux de sortie de crise, notamment de pays membres de l'OIF comme les Comores, Madagascar, la République démocratique du Congo et la Guinée. »

Une première représentation de l'OIF à Québec

Fraîchement en poste à Québec, Zahra Kamil Ali est actuellement occupée à « opérationnaliser » son nouveau bureau, une première représentation de l'OIF à Québec, qui comptera une dizaine d'employés, et dont le périmètre de représentation

recoupe l'ensemble des Amériques à l'exception des Caraïbes. Elle rappelle que cet espace comprend trois membres de l'OIF de plein droit : le Québec, le Nouveau-Brunswick et le Canada, et qu'il y a aussi six membres observateurs : l'Ontario, la Louisiane, le Costa Rica, l'Argentine, l'Uruguay et le Mexique.

L'idée est de renforcer la présence de l'Organisation et son influence dans les Amériques, d'aller à la rencontre des francophones. « Être au Québec, où la langue officielle est le français, tombait sous le sens, en plus de nous rapprocher des autres régions et de nos partenaires pour réaliser un travail politique et une diplomatie de proximité. »

Priorités et partenariats

La mission de la nouvelle représentante de l'OIF en Amérique est claire : contribuer au renforcement de la francophonie et à l'influence de la langue française dans les Amériques. « La langue française est évidemment au cœur de mon mandat et des priorités de la représentation

que je dirige. » Celle-ci partage d'ailleurs ses bureaux avec l'Observatoire de la langue française, qui suit l'évolution de la langue française dans le monde et qui publie un rapport tous les quatre ans. « Mon mandat consistera notamment à renforcer la visibilité de l'Observatoire et son impact, à consolider les partenariats existants et à en créer de nouveaux autour de thématiques prioritaires, comme celle de l'expertise francophone en enseignement. »

Elle souligne aussi que la question de la découvrabilité dans le numérique est une priorité partagée avec le gouvernement du Québec. À court terme, Zahra Kamil Ali souhaite mettre en avant des programmes qui touchent au numérique, à l'économie et à la coopération culturelle. « Nous voulons faire des propositions d'offres programmatiques en tenant compte des priorités de la secrétaire générale et des besoins des États membres qui sont sous ma juridiction. »

Interrogée sur l'état fragile du français, voire son recul, au Canada, mais aussi au Québec — et dans une

plus large mesure en Amérique du Nord —, la représentante de l'OIF a prudemment rappelé que le travail de son organisation était de renforcer l'utilisation du français dans le monde par toutes sortes d'initiatives. « D'après ma courte expérience au Québec, je peux déjà témoigner de la vitalité du français ici. » Elle rappelle que son organisation et le gouvernement du Québec partagent des objectifs communs quant au rayonnement de la langue française. « Je sens qu'il y a une forte volonté de collaboration de la part du gouvernement. »

« Être au Québec, où la langue officielle est le français, tombait sous le sens, en plus de nous rapprocher des autres régions et de nos partenaires pour réaliser un travail politique et une diplomatie de proximité »

Francos fête 2023

hivernage

avant-jour

année-lumière

rythmer

tic-tac

plus-que-parfait

lambiner

déjà-vu

dare-dare

synchrone

Du 13 au 26 mars,

c'est la Francofête!

Testez vos connaissances avec des **jeux linguistiques**, lisez des nouvelles rédigées par **Bryan Perro** et découvrez diverses **activités** de l'Office québécois de la langue française et de ses partenaires. Participez aussi au **concours!**

Exprimez votre fierté de vivre en français en prenant part à la Francofête et en utilisant le mot-clic **#Francofête**.

[Québec.ca/Franconfête](https://quebec.ca/franconfete)

OBSERVATOIRE DE LA FRANCOPHONIE ÉCONOMIQUE

Le nouveau directeur veut faire rêver en français

Faire rêver la relève en français en favorisant la mobilité des jeunes, c'est la mission que se donne le nouveau directeur de l'Observatoire de la Francophonie économique (OFE) de l'Université de Montréal. Portrait de Hervé Agbodjan Prince, entré en poste le 9 janvier dernier.

LEÏLA JOLIN-DAHEL
COLLABORATION SPÉCIALE

Dans le cadre de ses nouvelles fonctions au sein de l'organisme fondé en 2017, M. Prince aura notamment comme mandat de renforcer le positionnement de l'OFE dans le réseau de la Francophonie économique. « L'ambition de l'Observatoire, c'est de devenir un centre de référence mondial », résume-t-il depuis Paris, où il se trouve dans le but d'élargir les partenariats de l'organisme. L'Observatoire a été mis sur pied en partenariat avec le gouvernement du Québec, l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Le nouveau directeur souhaite également augmenter les échanges entre les différents acteurs universitaires et économiques de la francophonie, en plus de former la relève et de jouer un rôle dans les décisions publiques. « Dans les deux prochaines années, mon mandat est de renforcer nos acquis. Mon but est aussi de développer d'autres axes, comme travailler sur la mobilité à l'intérieur de la francophonie et accroître le sentiment d'appartenance à la francophonie », prévoit-il.

Renforcer les échanges nord-sud
Dans le contexte de son mandat, M. Prince prévoit renforcer les échanges entre les milieux universitaires des différents pays de la francophonie. « Il y a une volonté de faire de la mobilité nord-sud. C'est bien, pour un Québécois, d'aller découvrir ce qui se passe dans un cen-

tre de recherche au Togo, au Bénin ou au Cameroun », illustre-t-il.

Une façon d'augmenter le sentiment de fierté et d'appartenance chez les chercheurs qui s'expriment dans la langue de Molière, croit le directeur de l'OFE. « Les jeunes vont se rencontrer, échanger. Le grand danger de notre époque est qu'on ne se connaît pas. Et quand on ne se connaît pas, il y a de la méfiance réciproque. Ce n'est pas normal qu'on soit obligés de tendre trop l'oreille pour comprendre l'autre alors qu'on parle la même langue. Tout ça parce qu'on n'a pas l'habitude de s'entendre parler », constate-t-il.

Le principal obstacle reste la précarité de certains pays de la francophonie, estime-t-il. « On ne peut pas régler tous les autres problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui si on n'a pas résolu cette question essentielle de la pauvreté », dit-il.

Afin de lutter contre ce fléau, M. Prince espère que l'Observatoire soit en mesure de fournir des données aux organismes en situation de pouvoir. « C'est très important que l'on continue à devenir une référence en matière de production de données probantes pour aider les gouvernements à prendre des décisions éclairées », explique-t-il.

Le nouveau directeur vise notamment à améliorer les conditions d'échanges en créant un espace de libre circulation des biens et des personnes. « Il faut qu'il y ait la possibilité pour les gens de circuler en francophonie pour pouvoir partager leurs expériences avec des acteurs économiques plus expérimentés. Et

ensuite, pour pouvoir retourner chez eux et faire quelque chose pour leur pays », précise-t-il.

Devenir un modèle pour les jeunes

M. Prince est titulaire de la Chaire en gouvernance et droit du commerce international de l'Université de Montréal. Il possède aussi un doctorat en droit de l'Université Laval, un doctorat en droit public de l'Université de Bordeaux, en France, et un diplôme de troisième cycle spécialisé en affaires internationales de l'École des hautes études internationales de Paris. Fort de son expertise en droit international économique, il souhaite également amener cette discipline au sein de l'Observatoire. « On ne peut pas faire de l'économie sans réguler. J'aimerais qu'on puisse discuter avec des juristes qui travaillent sur les questions de régulation du droit économique, pour tenter d'établir une synergie entre les différentes disciplines », avance-t-il.

Avec son parcours, M. Prince désire servir de modèle aux générations futures et ramener la fierté de réussir professionnellement en français. « Nos jeunes, ils veulent parler anglais parce qu'il y a plus d'opportunités en anglais qu'en français. Et ça, c'est une chose à laquelle on souhaite remédier », espère le directeur de l'OFE.

Celui qui se décrit comme « le fruit de la francophonie » estime qu'il y a des occasions de se réaliser dans la langue de Molière. « Ce qui me préoccupe, c'est de montrer aux jeunes que tout est possible en francophonie. On peut rêver en francophonie. »



Fort de son expertise en droit international économique, le nouveau directeur de l'OFE, Hervé Agbodjan Prince, souhaite amener cette discipline au sein de l'Observatoire. FACULTÉ DE DROIT DE L'UDEM

« Ce n'est pas normal qu'on soit obligés de tendre trop l'oreille pour comprendre l'autre alors qu'on parle la même langue. Tout ça parce qu'on n'a pas l'habitude de s'entendre parler. »

lojiq Les Offices jeunesse
internationaux du Québec



LOJIQ offre un accompagnement et un soutien financier aux 18-35 ans pour la réalisation de projets de mobilité au Québec, au Canada et à l'international, notamment en Francophonie !

INITIATIVE JEUNESSE

LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES

Soutenir des projets de jeunes adultes du Québec, de l'Afrique subsaharienne, de l'Afrique du Nord et des Antilles, engagés dans la lutte contre les changements climatiques.

INITIATIVE EN CRÉATIVITÉ ENTREPRENEURIALE JEUNESSE EN FRANCOPHONIE

Offrir des occasions uniques à des jeunes du Québec et de la Francophonie en intégrant des incubateurs ou accélérateurs d'entreprise ou en accédant à un mentorat d'affaires.

QUÉBEC VOLONTAIRE

S'engager dans un projet de volontariat ayant des retombées positives et concrètes au sein d'une communauté, en Francophonie et partout ailleurs. La motivation est le facteur clé!

RETROUVE NOS OPPORTUNITÉS EN LIGNE

↳ lojiq.org

Québec

Les Rendez-vous de la Francophonie célèbrent leur quart de siècle

Les Rendez-vous de la Francophonie (RVF) battent leur plein tout au long du mois de mars. Sur le thème de la célébration, cette 25^e édition cherche à répandre le goût pour la culture francophone à travers le pays. Cap sur la programmation pancanadienne des festivités.

CHARLOTTE MERCILLE
COLLABORATION SPÉCIALE

« C'est un beau nombre pour un anniversaire, 25 ans, et puis sur le plan de la programmation, on a droit à plusieurs activités aux quatre coins du Canada. Il y a des tournées, des concours, des dictées, tout plein de choses pour faire rayonner, faire valoir la francophonie sous tous ses visages », mentionne Eddy King, co-porte-parole de l'événement pour une deuxième année consécutive.

Honorer les « villages gaulois » francophones

Les ambassadeurs, l'autrice-compositrice-interprète Alexis Normand et l'humoriste Eddy King, effectuent une tournée nationale en deux temps, d'abord avec un concert de la musicienne fransaskoise et la projection de son premier court métrage documentaire *Assez French*. Cette production de l'ONF explore les cadeaux comme les défis d'être francophone en situation minoritaire dans les Prairies canadiennes et ailleurs au Canada.

Alexis Normand a planifié une trentaine d'escalades dans des centres culturels et des écoles du Canada, dont un arrêt au Grand Théâtre de Québec le 21 mars et un autre à HEC de Montréal le lendemain. Au terme de son périple, elle présentera un



Le 20 mars prochain, Eddy King animera une causerie portant sur la vitalité culturelle et artistique de la francophonie, à laquelle participera l'autrice-compositrice-interprète Alexis Normand, co-porte-parole des Rendez-vous de la Francophonie 2023. RVF

webinaire de clôture, qui révélera les coulisses de sa série de spectacles par un montage vidéo de l'ONF.

Eddy King sillonne de son côté le pays afin de promouvoir la 10^e édition de la tournée Juste pour rire. « C'est une célébration pour moi aussi. Cela fait plusieurs fois que je fais la tournée avec les RVF et ça me touche toujours autant d'aller à la rencontre de toutes les communautés francophones, d'avoir la chance de comprendre leur réalité et leurs défis. » Des humoristes comme Mario Jean, Rachelle Elie et Jessica Chartrand se sont jusqu'à maintenant arrêtés à Ottawa, à Calgary et à Vancouver, girons de plusieurs groupes francophones minoritaires.

« Sans être biaisé du tout, c'est fort probablement mon moment favori des Rendez-vous, avoue Eddy King. Blague à part, ça m'inspire beaucoup de voir s'épanouir la relève humoristique, et ce, pas juste au Québec, mais aussi dans des communautés francophones qui ne sont pas aussi énormes. Faire de l'humour en français, c'est une des façons les plus efficaces de transmettre la langue au quotidien et dans toutes les strates de notre société. »

La mosaïque francophone en avant-plan

La programmation 2023 cherche également à faire rayonner la diversité culturelle qui caractérise maintenant

la francophonie canadienne. Humoriste québécois, né en France et fils de parents congolais, Eddy King souligne cet apport essentiel des communautés francophones issues de l'immigration dont il fait partie pour la survie de la langue : « Cela me touche en tant qu'immigrant moi-même de rencontrer des communautés immigrantes qui aident justement à soutenir la francophonie dans plusieurs endroits au pays où la francophonie est menacée. »

Eddy King a d'ailleurs écrit une conférence virtuelle à ce sujet. Intitulée *Minoritairement majeur : prendre sa place*, elle est accessible à toutes les écoles secondaires du pays. « Je parle de mon parcours

comme membre de la diversité et d'une minorité, et des outils qui m'ont aidé à prendre ma place dans le monde », détaille-t-il. Grâce à son témoignage, il espère inspirer les jeunes à transcender leurs différences et à s'exprimer pleinement au sein de la société.

Ce monologue qu'il donne depuis plusieurs années dans les écoles a été enregistré à l'occasion des RVF pour le diffuser à un nombre grandissant de francophiles et de francophones. En remplissant un formulaire sur le site Web des RVF, les enseignants et les enseignantes peuvent télécharger la vidéo, en plus d'un guide pédagogique sur l'humour et l'estime de soi.

« Faire de l'humour en français, c'est une des façons les plus efficaces de transmettre la langue au quotidien et dans toutes les strates de notre société »

« Notre pays est si grand. Si l'on veut célébrer la francophonie tous ensemble, il faut utiliser Internet et les médias sociaux », souligne Eddy King. C'est pourquoi les RVF invitent le public à participer à plusieurs concours en ligne. Les internautes peuvent notamment exercer leur écoute et leur articulation en s'inscrivant au concours Vire-langue, tester leurs connaissances linguistiques dans le cadre des défis d'orthographe Écris-moi sans fautes ! ou encore visiter la section jeunesse Mini-Rendez-vous sur le site Web de l'organisme.

Journée internationale de la Francophonie

Le 20 mars prochain, Eddy King sera finalement l'animateur d'une causerie portant sur la vitalité culturelle et artistique de la francophonie. L'humoriste et enseignant du Nouveau-Brunswick Yves Doucet, la directrice générale du Centre culturel francomanitobain, Ginette Lavack, et Alexis Normand exposeront leurs réflexions sur le pouvoir rassembleur de l'art francophone. L'événement, diffusé sur le Web, se destine autant aux fonctionnaires canadiens qu'au grand public.

Asulf

Association pour le soutien et l'usage de la langue française

Bonne semaine de la Francophonie

De la part de l'Asulf, de ses administrateurs et de ses membres

Une association citoyenne de promotion de la qualité de la langue française, de militants et de remarqueurs

Tous, personnes ou groupes, peuvent y adhérer



www.Asulf.org
Asulf@globetrotter.net

Asulf, 5000, boul. des Gradins, Québec G2J 1N3

La qualité de la langue, un objectif important



Le chat colla... fait partie de la programmation qui s'adresse aux enfants. ONF

Une sélection de l'Office national du film

L'ONF se joint à la fête en concoctant six programmes de films durant tout le Mois de la Francophonie. Diffusées en salle et en ligne, les projections gratuites sont offertes dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada. Cette 18^e offrande de l'établissement aux Rendez-vous de la francophonie se concentre cette année sur la musique de la langue de Molière, que ce soit par l'entremise de la chanson ou du mouvement. Les sélections cherchent aussi à ouvrir la discussion sur les visages moins connus de la francophonie.

Le court métrage *Assez French*, d'Alexis Normand, ouvre le bal. Les cinéphiles pourront ensuite poursuivre leur exploration de la chanson francophone canadienne dans le programme « Ça donne envie de chanter! ». Plusieurs œuvres traditionnelles et modernes du répertoire canadien, comme une chanson en langue innue de Florent Volland, *Taxi* de Claude Léveillé et *Joséphine* d'Anne-Marie Sirois sont portées à l'écran.

Une section entière de la programmation s'adresse aux enfants. La série est notamment composée du classique *Le chat colla...* de Cordell Barker. Inspirée d'une chanson folklorique, l'œuvre raconte l'histoire comique d'un vieux monsieur qui ne réussit pas à se débarrasser d'un vilain petit chat jaune. *Mascarade*, de Co Hoedeman, met en valeur diverses approches de créativité sur une musique de Normand Roger, tandis que *Mouches noires*, de Christopher Hinton, offre une trame comique d'après une chanson populaire de Wade Hemsworth qui a été adaptée en français par les sœurs Kate et Anna McGarrigle. La création *Canada vignettes : la valse du maître draveur*, de John Weldon, capte une danse effrénée au rythme d'une chanson toujours interprétée par les sœurs McGarrigle. L'animation de papier découpé *Le merle*, de Norman McLaren, suit le rythme amusant d'une chanson folklorique interprétée par le Trio lyrique. Finalement, *MacPherson*, de Martine Chartrand, explore le lien d'amitié entre Félix Leclerc et Frank Randolph MacPherson, un ingénieur chimiste jamaïcain qui a inspiré au poète cette chanson du même nom.

Le long métrage documentaire *L'ordre secret*, une nouveauté de Phil Comeau, mérite un programme entier. Il brosse un tableau poignant des luttes sociales et politiques des minorités francophones du Canada.

En clôture, un éventail d'identités francophones moins connues se déploie par des portraits et des témoignages authentiques. *Le chemin rouge*, de Thérèse Ottawa, raconte le parcours de réappropriation identitaire d'un jeune Atikamekw ; *Femmes debout*, de Marie Ka, relate l'expérience d'immigration à Vancouver de trois femmes francophones monoparentales, et le travail de jeunes artistes francophones et sourds est célébré dans *Les mots qui dansent* d'Yves Étienne Massicotte.

Une première Journée québécoise de la francophonie canadienne

Organiser la première Journée québécoise de la francophonie canadienne : c'est le mandat que s'est vu confier le Centre de la francophonie des Amériques par le gouvernement du Québec. Le 22 mars, ce sont toutes les communautés francophones du pays qui seront mises à l'honneur pour célébrer leur apport considérable à la langue française.

NATHALIE SCHNEIDER
COLLABORATION SPÉCIALE

« Cela traduit l'engagement du gouvernement à affirmer sa volonté de nous réunir autour d'un projet commun pour le rayonnement du français au Canada », explique Sylvain Lavoie, président-directeur général du Centre de la francophonie des Amériques.

Son objectif est de faire connaître la réalité et la valeur ajoutée qu'apporte la francophonie canadienne à la pratique de la langue d'est en ouest.

Une réalité d'autant plus cruciale dans des communautés minoritaires, comme au Nouveau-Brunswick, dont est originaire Sylvain Lavoie.

Une réalité variable

Une initiative d'autant plus cruciale qu'elle survient dans le contexte de déclin de la langue française qu'on observe aujourd'hui au Québec. « Parler le français est un choix qu'on fait et qu'on renouvelle chaque jour, affirme Sylvain Lavoie. Les 2,7 millions de francophones canadiens qui vivent hors du Québec représentent des communautés très dynamiques

qui travaillent beaucoup à valoriser le français et à développer leurs communautés dans un contexte pas toujours facile. Certaines de leurs idées, de leurs initiatives ou de leurs propositions pourraient nourrir notre réflexion ici au Québec pour maintenir la vitalité de la francophonie », souligne Sylvain Lavoie.

En effet, parler le français dans le reste du Canada peut s'apparenter, dans certains contextes, à un acte de résilience. Ce qu'on ne mesure pas toujours au Québec. C'est cette réalité des communautés francophones canadiennes et leur sentiment d'ap-

partenance à l'égard de la langue française que veut ainsi souligner cette journée du 22 mars dans le contexte du Mois de la Francophonie.

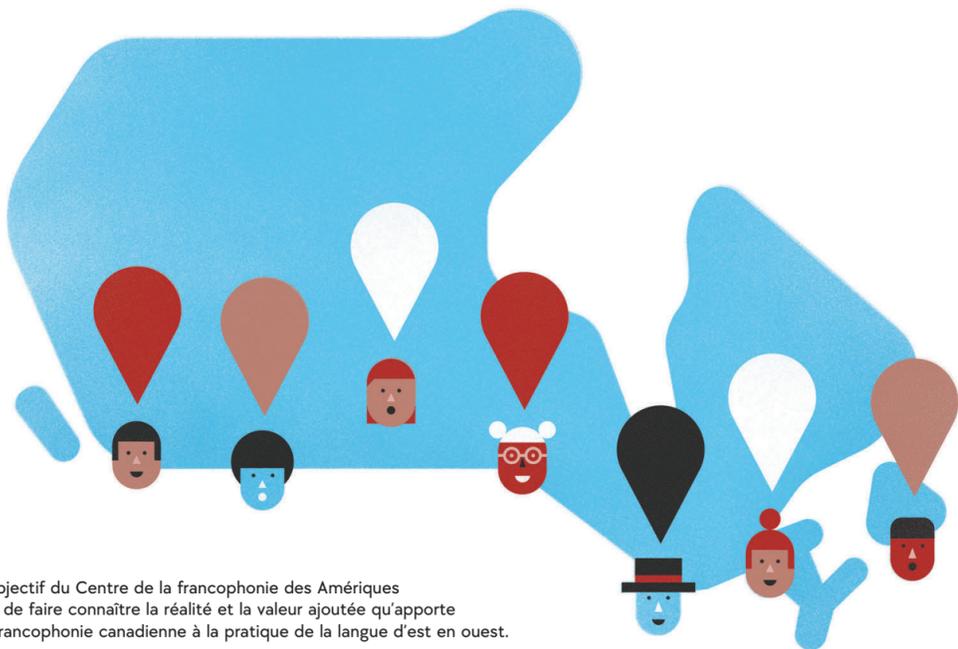
Au programme

C'est le visage de deux personnes qui ont participé à l'édition 2022 du Forum des jeunes ambassadeurs de la francophonie des Amériques qui apparaît sur le visuel de la Journée québécoise de la francophonie canadienne : Annie Desjardins, du Nouveau-Brunswick, et David Kandula, de l'Alberta, mais résidant en Ontario. Ce forum est un programme de formation en français

s'adressant aux jeunes adultes des Amériques de 18 à 35 ans visant notamment à développer leur leadership et à les sensibiliser aux différents défis et différentes questions de la francophonie des Amériques.

À Montréal sera notamment organisée à cette occasion la grande finale de la Dictée P.G.L. de la Francophonie, par la Fondation Paul Gérin-Lajoie dans le cadre des festivités de la Francofête de l'Office québécois de la langue française (OQLF). C'est le milieu des entreprises qui sera ainsi interpellé pour prendre part à l'exercice. Le texte de la dictée, rédigé par l'autrice originaire du Nouveau-Brunswick, Vanessa Léger, sera lu par le ministre en personne. L'artiste fransaskoise Alexis Normand offrira également un spectacle lors de cette cérémonie. Une manière de souligner l'importance donnée à la langue internationale qu'est le français, parlé sur cinq continents, et qui s'exprime dans une multitude de secteurs d'activité, autant dans le monde de la culture que dans celui des affaires.

Une motion en lien avec la Journée québécoise de la francophonie canadienne sera également déposée à l'Assemblée nationale le 22 mars par Jean-François Roberge, ministre de la Langue française et ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne.



L'objectif du Centre de la francophonie des Amériques est de faire connaître la réalité et la valeur ajoutée qu'apporte la francophonie canadienne à la pratique de la langue d'est en ouest.

ILLUSTRATION LUC MELANSON

Le Centre de la francophonie des Amériques

Ce mandat confié par le gouvernement du Québec vient souligner les 15 années d'actions sur le terrain, menées partout sur le continent par le Centre de la francophonie des Amériques. En effet, l'organisme développe des initiatives avec de nombreux partenaires autour de cinq axes de la francophonie : l'économie, l'éducation, la culture, les communications et la recherche.

À titre d'exemple, il met à la disposition des francophones, mais aussi des francophiles, la Bibliothèque des Amériques, avec des prêts numériques gratuits, faisant ainsi la promotion des auteurs et des autrices du Québec, mais aussi de l'Acadie, de l'Ontario ou, encore, de la Louisiane. À cela s'ajoutent des médiations littéraires avec des enseignants de la Colombie-Britannique ou du Nouveau-Brunswick entre auteurs et étudiants afin de permettre de découvrir et d'appuyer leurs productions littéraires, en plus de bonifier l'offre en enseignement.

« Créer des ponts entre toutes les communautés au Canada : c'est toute la force du Centre de la francophonie des Amériques, résume Sylvain Lavoie, parce que nous connaissons les acteurs sur le terrain, au pays et partout sur le continent. »

Le français fleurit à l'UdeM

À l'Université de Montréal, on aime que les accents résonnent. Profondément amoureux de la langue française depuis toujours, nous célébrons sa diversité et son envergure.

francais.umontreal.ca



Université 
de Montréal
et du monde.



Lyon a été choisi parce que l'UdeS a une concentration de partenaires dans cette ville, mais aussi dans l'ensemble de la région Auvergne-Rhône-Alpes. GETTY IMAGES

Un bureau de l'Université de Sherbrooke en France

L'Université de Sherbrooke (UdeS) a ouvert un bureau à Lyon, en France, en septembre dernier. Il servira à renforcer les liens avec les partenaires français, mais aussi avec les autres pays de l'Europe francophone et de l'Afrique du Nord. C'est particulièrement la mobilité des étudiants des cycles supérieurs et la recherche qui sont visées.

MARTINE LETARTE
COLLABORATION SPÉCIALE

La COVID-19 n'a pas freiné l'appétit pour les liens avec l'étranger de l'UdeS, bien au contraire. « L'intérêt pour l'international est revenu en force dès que la pandémie s'est terminée, et tout de même, tant que cela était possible, nous avons continué de recevoir des étudiants de l'étranger et d'en envoyer en suivant des processus coûteux de mitigation des risques et des plans de contingence », indique Pascale Lafrance,

directrice générale et vice-rectrice associée aux relations internationales de l'Université de Sherbrooke.

Si l'établissement a déjà plusieurs partenaires de l'autre côté de l'Atlantique, il souhaite maintenant y assurer une présence dans le but de renforcer les collaborations et de stimuler la mobilité étudiante d'un côté comme de l'autre. « Nous avons déjà plusieurs ententes de signées et l'objectif est de les faire vivre davantage et d'ajouter une couche institutionnelle aux relations qui se développent souvent d'abord entre des personnes », explique Pascale Lafrance.

Par exemple, il arrive parfois qu'une université en France ait beaucoup de liens en recherche avec l'UdeS, mais qu'il y ait très peu de mobilité étudiante entre les deux établissements. « En étant sur place, ce sera facile de faire du réseautage et de se déplacer lorsque c'est le moment pour les étudiants français de choisir un établissement pour réaliser un stage à l'étranger, ou un doctorat en cotutelle », explique Pascale Lafrance.

Lyon a été choisi parce que l'UdeS a une concentration de partenaires dans cette ville, mais aussi dans l'en-

semble de la région Auvergne-Rhône-Alpes. « C'est également une façon de nous distinguer des autres universités québécoises, qui ont plutôt tendance à choisir Paris, ajoute Pascale Lafrance. De plus, c'est un endroit stratégique puisqu'il nous permet d'atteindre rapidement d'autres pays de l'Europe francophone et de l'Afrique du Nord, des endroits où nous voulons aussi renforcer nos partenariats, plus tard. »

Des projets en préparation

C'est à Carine Huillier que l'UdeS a confié le défi de la représenter en terres françaises. Née à Lyon, elle a passé les 10 dernières années de sa vie au Québec avant de rentrer en France cet été. « J'ai déjà rencontré plusieurs partenaires avec qui nous travaillons depuis plusieurs années et ils sont très heureux de voir qu'une personne de l'UdeS est maintenant sur place, parce que cela permettra de faciliter les communications et les rencontres », explique la chargée de mission du Bureau de l'Université de Sherbrooke en France.

Elle réalisera une planification annuelle des activités à réaliser, mais déjà, des projets sont dans l'air. « Nous voulons créer notamment un événement qui permettra de faire rayonner des projets scientifiques réalisés par l'UdeS et des partenaires

français et, par la suite, de l'Europe francophone, illustre Carine Huillier. Nous voulons vraiment réunir les différentes facultés dans ce projet pour qu'elles mettent de l'avant des succès issus de la collaboration. »

Il est aussi question d'organiser des délégations du Québec en France et des délégations françaises au Québec. « Nous voulons stimuler la mobilité des étudiants avec nos partenaires ; c'est au cœur de notre démarche, précise Pascale Lafrance. Et il faut que ce soit bidirectionnel. D'ailleurs, cette plus grande mobilité sera intéressante également pour nos étudiants à Sherbrooke qui n'ont pas la chance d'aller à l'étranger puisqu'ils pourront être plus en contact avec des étudiants originaires d'une diversité de pays. »

« Le but premier d'une université est de former des étudiants, des citoyens du monde, alors les liens avec l'international sont primordiaux, renchérit Carine Huillier. En recherche, c'est la même chose : on va plus loin si on met en commun différentes expertises complémentaires. »

Dans les années à venir, l'UdeS pourrait aussi réaliser des embauches afin de créer une équipe autour de Carine Huillier, à Lyon. « Il y a beaucoup de territoires à couvrir, précise Pascale Lafrance, alors elle aura besoin de renfort. »

Au cœur de la francophonie

L'attachement que nous vouons à la langue française depuis 350 ans rayonne au-delà des frontières.

Figurant parmi les 20 meilleures universités francophones au monde, notre établissement forme une communauté inspirée par le partage et la création des savoirs en français.

Direction des affaires internationales et de la Francophonie
École supérieure d'études internationales
Faculté des sciences sociales
Faculté des lettres et des sciences humaines

ODSEF
Observatoire démographique
et statistique de l'espace francophone

cefan
l'essor de la recherche

GIERSA
Groupe interuniversitaire d'études
et de recherches sur les sociétés africaines



La grande finale internationale de la Dictée P.G.L. rassemblera, au mois de mai, une petite centaine de finalistes dans la salle Bernard-Landry de l'UQAM.

JEAN RODIER

En (bon) français

La Dictée P.G.L. souligne cette année sa 32^e édition

NATHALIE SCHNEIDER
COLLABORATION SPÉCIALE

Cultivons un monde juste et égalitaire ! : c'est l'invitation lancée cette année par la 32^e édition de la Dictée P.G.L., dont l'ambassadeur est Aly Ndiaye, alias Webster, artiste hip-hop et passionné d'histoire. « Comment favoriser l'accès à une éducation de qualité, une éducation égalitaire, équitable et inclusive ? s'interroge le porte-parole de l'événement. Comment faire de vous et de nous des citoyens engagés et conscients des inégalités et de leurs privilèges ? » En effet, cette formidable célébration de la langue française dans le monde est aussi porteuse de messages humanistes

portant sur les défis liés à l'accès à l'éducation, notamment pour les femmes et les jeunes filles, ainsi que pour les personnes marginalisées.

Des valeurs et une identité

« Chaque année, la dictée inclut trois paramètres : la valorisation de la langue, la protection de notre environnement et le partage et la solidarité », explique François Gérin-Lajoie, qui succède à son père à la présidence du CA de la Fondation Paul Gérin-Lajoie. Ces thèmes transversaux sont autant de fils conducteurs qui alimentent le texte des dictées depuis les trente et une dernières années.

À cela s'ajoute un thème annuel — la téléphonie, la diversité ou encore l'automobile, pour répondre aux inté-

rêts des étudiants, de la maternelle au premier cycle du secondaire. Seuls les élèves de la 5^e et 6^e année peuvent se rendre plus loin dans la compétition. À la dictée est associée la Cueillette du partage, une collecte de fonds à laquelle participent les parents d'élèves et dont la moitié revient à l'école et l'autre, à la Fondation P.G.L.

Toutefois, la dictée, c'est aussi une préparation en classe avec des outils pédagogiques adaptés aux élèves de tous les niveaux.

Les épreuves ont lieu à l'école, sous la supervision des enseignants, « des bénévoles qui ne comptent pas leurs heures pour encadrer cet événement qui soulève beaucoup d'engouement », tient à souligner François Gérin-Lajoie.

Une dictée inclusive

L'inclusion, la Dictée P.G.L. la démontre aussi en s'adressant à deux catégories d'élèves : les étudiants francophones et ceux des classes d'immersion en français. Ces derniers n'ont qu'un paragraphe sur deux à exécuter durant les épreuves éliminatoires qui ont lieu tout au long du mois de mars.

La grande finale internationale rassemblera, au mois de mai, une

petite centaine de finalistes dans la salle Bernard-Landry de l'UQAM. Quelque 50 000 élèves du Québec participent aux étapes régionales auxquels s'ajoutent 15 000 autres du reste du Canada.

En Afrique francophone, la participation est particulièrement suivie, avec notamment 260 000 étudiants rien qu'au Sénégal. Malheureusement, certains jeunes qui sont sélectionnés ne peuvent accéder à la finale, faute de visa accordé par leur pays. « En tout, la Dictée P.G.L. atteint plus de 300 000 personnes à travers le monde francophone », résume avec enthousiasme François Gérin-Lajoie, qui planche déjà, avec son équipe, sur des projets d'envergure pour souligner le 60^e anniversaire du ministère de l'Éducation, partenaire de la Dictée P.G.L. depuis ses tout débuts.

Depuis l'an dernier, la Fondation organise aussi la Dictée P.G.L. de la Francophonie, à l'attention des employés en entreprise, dont beaucoup sont d'anciens participants à la version scolaire et qui sont désormais des travailleurs actifs (la finale aura lieu le 22 mars à HEC Montréal). Une manière de défendre et de promouvoir la langue française au travail.

Explorer la francophonie canadienne avec Lio

Une plateforme en ligne pour se perfectionner en français tout en s'amusant : c'est la nouveauté annoncée par l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF). Cet outil en ligne, financé par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, est mis à la disposition des enseignants pour renforcer l'apprentissage du français et faire découvrir la vitalité des communautés francophones du reste du Canada.

Dès le 20 mars, les enfants et adolescents, du primaire et du secondaire, pourront parfaire leurs connaissances du français grâce à une douzaine de jeux éducatifs. « La trame de Lio est portée par Sacha (fille ou garçon), dont les parents sont anthropologues, qui a beaucoup voyagé, mais qui constate qu'il/elle ne connaît pas si bien que ça son pays, explique Catherine Isabel, chargée de projet à l'ACELF. Il/elle décide alors de faire un voyage au cœur de la francophonie canadienne. »

Les jeux sont articulés autour de trois thèmes : langue, géographie et tourisme, arts, sports et divertissement, et l'enfant doit répondre à des questions pour accumuler des « souvenirs » sur le Canada. Cette plateforme évolutive, qui sera finalisée chaque année, a été réalisée par un comité pédagogique constitué de professionnels du Québec, de l'Ontario, des provinces de l'Atlantique et de l'Ouest canadien. Elle est disponible sur ordinateur, tablette et téléphone intelligent.

PUBLICITÉ

L'Organisation internationale de la Francophonie se transforme

Dès sa prise de fonction en 2019, la Secrétaire générale de la Francophonie, Madame Louise Mushikiwabo a entamé la transformation de l'OIF, saluée par les Chefs d'État et de gouvernement réunis lors du XVIII^e Sommet de la Francophonie tenu à Djerba (Tunisie) les 19 et 20 novembre derniers. Avec une programmation resserrée autour de projets-phares centrés sur ce qui fait sa valeur ajoutée pour gagner en agilité et en efficacité pour un impact plus grand, l'OIF est désormais dotée d'un nouveau Cadre stratégique 2023-2030. La Francophonie a également réaffirmé à cette occasion l'importance que revêt la langue française dans toutes les dimensions de sa coopération et de son identité même. Le français se retrouve d'ailleurs au cœur des priorités de la toute nouvelle Représentation de l'OIF pour les Amériques (REPAM) à Québec.

Si la langue française unit les 88 États et gouvernements membres, associés et observateurs de l'OIF, la diversité linguistique et culturelle caractérise cet espace qui entend bien continuer à en faire valoir toutes les richesses. Ainsi, la *Déclaration sur la langue française dans la diversité linguistique de la Francophonie*, adoptée au Sommet de Djerba, invite les États et gouvernements membres de la Francophonie à

promouvoir davantage l'usage du français et à en renforcer la place en menant une action plus déterminée aux niveaux national et international pour :

- renforcer et améliorer l'enseignement et l'apprentissage de qualité de cette langue ;
- en faire un outil efficace de communication et d'influence sur la scène internationale, dans le respect du multilinguisme ;
- l'ériger en instrument de réussite, en plus-value réelle sur le marché de l'emploi ;
- conforter sa place dans un espace numérique de plus en plus diversifié ;
- favoriser son utilisation dans la recherche scientifique, dans les industries culturelles et créatives.

Le Cadre stratégique de la Francophonie 2023-2030 élaboré en étroite cohérence avec la *Déclaration sur la langue française*, fixe ainsi de hautes ambitions dans le domaine de l'enseignement et de la promotion du français.

Cette Déclaration réaffirme l'engagement de la Francophonie vis-à-vis de la langue française dans le respect de la diversité linguistique de ses États et gouvernements membres. Elle institue en outre un mécanisme de suivi de ces engagements fondé sur les données recueillies par l'Observatoire de la langue française, désormais basé à Québec, au sein de la nouvelle Représentation de l'OIF pour les Amériques (REPAM). L'objectif est en effet d'apporter un soutien accru aux États et gouvernements selon leurs besoins et de valoriser et partager les bonnes pratiques de ceux plus avancés dans la promotion de la langue française, et ce dans tous les aspects évoqués dans la Déclaration.



Madame Louise Mushikiwabo est la secrétaire générale de la Francophonie depuis 2019.

PHOTO : CYRIL BAILLEUL

www.francophonie.org

Cadre stratégique 2023-2030 : francophonie.org/sites/default/files/2022-12/sommet_xviii-cadre_strategique_2023_2030.pdf

Déclaration sur la langue française dans la diversité linguistique de la Francophonie :

www.francophonie.org/sites/default/files/2022-12/Sommet_xviii_Decla_Langue_francaise_Djerba_2022.pdf

Observatoire de la langue française : observatoire.francophonie.org

20 mars 2023

Journée internationale de la Francophonie

321 MILLIONS DE FRANCOPHONES

DES MILLIARDS DE CONTENUS CULTURELS

#Francophoniedelavenir #Mon20mars www.francophonie.org

ORGANISATION INTERNATIONALE DE la francophonie

La REPAM, poste avancé de la Francophonie dans les Amériques

Officialisée par la Secrétaire générale de la Francophonie, M^{me} Louise Mushikiwabo lors de sa visite officielle à Québec en mai 2022, la Représentation de l'OIF pour les Amériques à Québec est dirigée par Mme Zahra Kamil Ali qui occupait précédemment cette fonction à Addis-Abeba (Éthiopie) auprès de l'Union africaine. La REPAM illustre la poursuite de l'effort de décentralisation de l'OIF qui compte aujourd'hui 13 représentations extérieures : Addis-Abeba, Antananarivo, Beyrouth, Bruxelles, Bucarest, Genève, Hanoi, Libreville, Lomé, New York, Port-au-Prince, Québec et Tunis ; 3 centres régionaux pour l'enseignement du français (Hô-Chi-Minh-Ville, Djibouti et Sofia) ; et 2 instituts spécialisés, l'un pour l'éducation et la formation (IFEFF) à Dakar, et l'autre pour le développement durable (IFDD) à Québec. La REPAM a vocation à faire rayonner la Francophonie et les communautés francophones des Amériques en lien avec tous les acteurs de la promotion du français, tout en représentant l'OIF, notamment auprès des 12 États et gouvernements membres et observateurs de l'organisation dans la région : **Canada, Canada-Nouveau-Brunswick, Canada-Québec, Dominique, Sainte-Lucie (membres) ; Argentine, Canada-Ontario, Louisiane (États-Unis), Mexique, Costa Rica, République Dominicaine, Uruguay** (observateurs). Arbitrant également l'Observatoire de la langue française, la REPAM sera le pôle de connaissance sur la langue française dans le monde capable de constituer des données fiables sur la place et l'usage du français dans tous les domaines et tous les pays.

« La situation des femmes demeure invisibilisée »

Comment l'égalité entre les femmes et les hommes a-t-elle évolué dans la francophonie au cours des dernières décennies ? Cette question, on la pose régulièrement à Catherine Bourassa-Dansereau et à Marie Langevin, codirectrices de l'Observatoire francophone pour le développement inclusif par le genre (OFDIG), créé l'an dernier. « On ne le sait pas », répondent-elles chaque fois. Les données sur le sujet manquent cruellement, comme elles le révèlent dans une récente recherche.

ALEXANDRA DUCHAINE
COLLABORATION SPÉCIALE

Il existe des données sur le développement socioéconomique des États, qui sont surtout fournies par l'ONU ou la Banque mondiale, ou encore par des instituts nationaux de statistique. Mais ces structures ne se penchent pas spécifiquement sur la réalité des femmes, soulignent les chercheuses de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) en entrevue.

« Plein d'études vont s'intéresser aux ménages plutôt qu'aux individus, les données ne seront pas ventilées par le sexe. D'autres vont interroger uniquement le chef de famille, masculin », explique Catherine Bourassa-Dansereau. Dans les enquêtes, les femmes sont également souvent mêlées, amalgamées avec les jeunes, les aînés, les chômeurs, les migrants... Bref, aux groupes marginalisés.

« C'était une grande surprise pour nous de voir que la moitié de l'humanité était confondue avec la marginalité. C'est complètement fou. On se disait "mais comment on peut arriver à progresser" ? » se rappelle Marie Langevin, qui enseigne au Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale de l'UQAM.

« On le sait que les femmes sont plus pauvres, qu'elles ont moins accès à l'éducation, qu'elles sont davantage victimes de violence, on le sait que la pandémie a plus affecté les femmes, mais les grandes organisations qui produisent des données ne mettent pas au jour ces spécificités. La situation des

femmes demeure invisibilisée », ajoute Catherine Bourassa-Dansereau, qui est quant à elle professeure au Département de communication sociale et publique.

Pour avoir un portrait de la condition des femmes dans la francophonie, il faut aussi disposer de statistiques concernant uniquement les locuteurs de la langue de Molière. Les isoler des études générales demeure un défi, tout comme le fait que ces études sont souvent publiées en anglais.

« C'était une grande surprise pour nous de voir que la moitié de l'humanité était confondue avec la marginalité »

Lorsque des données sont disponibles, elles sont aussi difficilement comparables. Les écarts de rémunération sont parfois calculés sur la base du salaire médian ou sur celle du salaire annuel.

Avec la doctorante Zora Ait El Machkouri, Catherine Bourassa-Dansereau et Marie Langevin ont épluché 800 résultats de recherche Google sur l'égalité des femmes et des hommes et parcouru 19 rapports institutionnels pour établir un état des lieux des renseignements accessibles et révéler les lacunes.

« On lève de petits drapeaux, en quelque sorte, on fait un plaidoyer

pour qu'il y ait des organisations, des subventions, des programmes qui s'intéressent à cette question-là », note Catherine Bourassa-Dansereau.

Inciter à l'action

L'un des objectifs de l'OFDIG est de pallier le manque de données sur la condition des femmes dans la francophonie et de devenir une référence en la matière. Le jeune organisme québécois, fondé le 8 mars 2022 en partenariat avec l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), emploie, en plus d'une chercheuse ontarienne, trois chercheuses africaines travaillant au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Maroc. Ces dernières ont déjà publié des études sur l'entrepreneuriat au féminin ou sur la présence des femmes dans l'enseignement supérieur au sein de leur pays respectif.

L'OFDIG veut aussi répertorier les bonnes pratiques en développement inclusif afin d'inspirer des actions futures efficaces, comme l'initiative d'une Ivoirienne travaillant à la création d'un label que les gens d'affaires favorisant l'égalité pourraient obtenir. L'observatoire désire proposer des solutions et mettre en réseau des féministes issues des milieux universitaire, communautaire, militant et citoyen.

À plus long terme, l'OFDIG souhaiterait recruter des scientifiques des quatre coins du globe pour documenter la réalité de toutes les francophones. « Il existe des disparités régionales. On dispose de peu de données sur l'Asie, sur l'Amérique latine », affirme Catherine Bourassa-Dansereau.



L'un des objectifs de l'OFDIG est de pallier le manque de données sur la condition des femmes dans la francophonie et de devenir une référence en la matière. GETTY IMAGES

Les femmes en politique

Le 8 mars 2023, à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, l'OFDIG a publié des statistiques frappantes.

- Dans le monde, seulement cinq pays comptent au moins 50 % de femmes au sein de leur Parlement, et les membres de ce palmarès ne sont pas forcément exemplaires en matière de droit des femmes : le Rwanda, Cuba, le Nicaragua, le Mexique et les Émirats arabes unis.
- Les cinq portefeuilles les plus fréquemment détenus par les femmes ministres dans le monde sont la famille, les enfants, les jeunes, les aînés et les personnes en situation de handicap.
- Sur les 337 députés du Parlement canadien, 103 sont des femmes, soit 30,6 % (données de juillet 2022), et c'est la première fois que l'on dépasse les 30 %.
- Au Québec, 23,9 % des municipalités et des mairies sont composées de femmes.

INSTITUT DE LA FRANCOPHONIE
POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Inspirer le changement

20 mars 2023
Journée internationale de la Francophonie

« Notre Francophonie est riche de sa diversité et nous veillons à multiplier les échanges de bonnes pratiques, en matière d'énergie, de forêts, d'agriculture, de pêche, d'urbanisation, d'infrastructures, de transport, de construction, d'éducation, etc., et la langue française est un véritable atout qui favorise la coopération et la coordination de l'ensemble des acteurs. « On est ensemble » sur ce chemin de la transition porteur d'innovations et de renouveau. »

Cécile Martin-Phipps,
directrice de l'IFDD

ORGANISATION INTERNATIONALE DE
la francophonie

INSTITUT DE LA FRANCOPHONIE
POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE
IFDD

IFDD.FRANCOPHONIE.ORG

INAUGURATION DE L'ACADÉMIE INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE SCIENTIFIQUE

AIFS | AUF

Prospective Études
Observatoire
Formation Enseignement Université
École Gouvernance
Innovation Éducation
Publications
Recherche Sciences
Savoir

21 mars 2023 à Rabat (Maroc)

www.aifs.auf.org



Une délégation de jeunes du milieu artistique en provenance du Québec et de la France à la 14^e édition de la Biennale de Dakar. OFFICE FRANCO-QUÉBÉCOIS POUR LA JEUNESSE

ARTS ET CULTURE

Échanges et collaborations en francophonie

Pour les jeunes artistes et travailleurs du milieu culturel, voyager à l'étranger est l'occasion d'obtenir un peu de visibilité, voire d'accumuler expériences et contacts, en plus d'être une source d'inspiration. Depuis mars 2022, 739 passionnés ont pu bénéficier de ce coup de pouce professionnel grâce aux Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ).

ALEXANDRA DUCHAINÉ
COLLABORATION SPÉCIALE

Joséphine Rivard s'est rendue au Sénégal en mai 2022 pour assister à la Biennale de l'art africain contemporain de Dakar. « C'était tellement un marathon, on clençait les expos pour en voir le plus possible ! » explique-t-elle, emballée à l'évocation de ce séjour.

Outre le choc culturel lié au baptême du continent africain, cette expé-

rience a permis à la commissaire d'exposition de développer une vision de l'art multiple, qui teinte forcément ses activités muséales menées de manière indépendante.

« J'aurais de la misère à généraliser, tellement j'ai aperçu des matériaux et des propos de toutes sortes, mais j'ai senti beaucoup de vitalité dans l'art africain, une envie d'élever la voix, de s'affirmer aux yeux du monde, car, il ne faut pas se mentir, l'industrie est plus centrée

sur ce qui se fait en Occident », met-elle de l'avant.

L'organisme gouvernemental provincial LOJIQ, sous l'autorité de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie, Martine Biron, propose à la relève artistique des événements formateurs clés en main à l'étranger (surtout dans les états de langue française), comme celui auquel a pris part Joséphine Rivard.

À l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), l'un des volets de

LOJIQ, des fonctionnaires de la France et du Québec travaillent en étroite collaboration pour suggérer des séjours variés qui favorisent le maillage des jeunes des deux territoires. Ainsi, depuis plus de dix ans, des comédiens, des metteurs en scène et d'autres amoureux des planches peuvent par exemple se rendre à Nantes pour les Biennales internationales du spectacle. Les candidats obtiennent la couverture des frais liés au déplacement, à l'hébergement, aux activités, et le remboursement de quelques dépenses.

Créateurs et acteurs du domaine de la culture ont aussi la possibilité de soumettre à LOJIQ leur propre projet à l'international dans le but de mettre la main sur ce financement. « Historiquement, on est très sollicité au niveau de la musique, surtout par les auteurs-compositeurs-interprètes », explique Sara De Luca, coordonnatrice du programme Développement de carrière.

« Il y a beaucoup de nouveaux groupes hip-hop, un style un peu moins grand public, qui veulent aller en France, car le marché là-bas est très développé, il y a une belle écoute. Ils vont faire des tournées, des résidences, des enregistrements », poursuit-elle.

LOJIQ reçoit aussi beaucoup de demandes de la part de danseurs

street dance souhaitant se perfectionner dans l'Hexagone. Les amateurs d'art visuel se manifestent également en grand nombre, car des événements majeurs, comme la Biennale internationale des métiers d'art et création et le Symposium international des arts électroniques, se tiendront à Paris en 2023. Le Québec sera d'ailleurs à l'honneur dans le cadre de ces deux événements.

Si LOJIQ soutient les travailleurs culturels, ceux-ci déposent moins de requêtes, peut-être par méconnaissance du programme. « J'ai travaillé en culture pendant des années et je ne savais pas que j'étais admissible », illustre Sara De Luca.

Soutenir les communautés émergentes

Pour obtenir le financement d'un projet de mobilité, que ce soit une rencontre professionnelle, un voyage de prospection, une résidence d'écriture, les participants doivent être âgés de 18 à 35 ans et viser une carrière en culture. La qualité artistique de leur production n'est pas analysée, seulement la cohérence de leur plan avec leur parcours.

« Des gens qu'on soutient, 99 % sont des émergents », note Sara De Luca. L'an dernier, LOJIQ a offert son concours à Thierry Larose, dont la musique pop a depuis lors gagné en notoriété ; en juin 2023, il fera partie de la programmation des Francofolies.

« Il y a un trou entre les étudiants, qui ont beaucoup de financement, et les artistes un peu plus avancés dans le métier qui peuvent bénéficier des bourses du Conseil des arts ou de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC). On est là pour les aider », souligne Sara De Luca.

LOJIQ paie les dépenses liées aux déplacements, sans offrir de cachet, précise-t-elle. Par contre, l'organisme public insiste auprès des salles de spectacle, des musées et des autres collaborateurs pour que des sommes soient remises. « Ils ne sont pas toujours aux normes de l'Union des artistes (UDA), malheureusement. On n'est pas encore rendu là. »

La pandémie aurait toutefois fait des petits. « Les partenaires sont à l'écoute, ils comprennent l'importance des jeunes artistes, le fait qu'ils doivent être rémunérés à leur juste valeur », ajoute Sara De Luca.

À l'OFQJ, des fonctionnaires de la France et du Québec travaillent en étroite collaboration pour suggérer des séjours variés qui favorisent le maillage des jeunes des deux territoires

Le français comme langue d'affaires au Canada

La chose paraît tellement évidente que l'on s'étonne qu'elle vienne juste de naître. Dans toutes les provinces, il existe des fédérations de gens d'affaires francophones et autres conseils de développement économique, mais aucun organisme de représentation réunissant tout ce beau monde « *a mari usque ad mare* ».

JEAN-BENOÎT NADEAU
COLLABORATION SPÉCIALE

En janvier, la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ), la Fédération des gens d'affaires francophones de l'Ontario (FGA), le Conseil économique du Nouveau-Brunswick (CENB) et le Conseil de développement économique de l'Alberta (CDEA) annonçaient la création d'une structure commune : l'Alliance de la francophonie économique canadienne (AFEC). « Notre idée est de parler de la langue française autrement que dans la défense », dit Charles Milliard, président de la FCCQ.

Cela faisait plusieurs années, explique-t-il, que les divers organismes expérimentaient des cadres collaboratifs. Depuis huit ans, la FCCQ et le CENB organisaient les Rendez-vous Acadie-Québec. Depuis 2021, l'organisme québécois et la FGA remettent des Prix du commerce Ontario-Québec en francophonie, qui récompensent les entreprises francophones qui contribuent à l'accroissement des échanges entre le Québec et l'Ontario. « J'avais également assisté au congrès du Conseil de développement économique de l'Alberta, qui m'avait beaucoup impressionné », raconte Charles Milliard.

Dominic Mailloux, président de la FGA, explique que la collaboration s'était intensifiée depuis 2021 à l'époque où les quatre organismes discu-

taient dans des 5 à 7 virtuels en présence de Mélanie Joly, alors ministre du Développement économique et des Langues officielles. Durant la même période, le gouvernement du Québec avait organisé le Sommet sur le rapprochement des francophonies canadiennes, et les discussions avec le Secrétariat québécois aux relations canadiennes étaient également fréquentes. Au Sommet de la francophonie de Djerba, en Tunisie, en novembre 2022, l'idée de créer l'AFEC s'est imposée et les choses se sont rapidement mises en place.

« Nous voulons parler de la francophonie différemment, comme d'une valeur ajoutée, dit Dominic Mailloux. Notre idée est que le réseautage va générer des occasions d'affaires et ouvrir des voies de commerce entre francophones. L'objectif de l'AFEC est de fonder les forces vives du développement économique francophone au Canada. »

L'éternel maillage

« On a une place à prendre au Canada, dit Charles Milliard. Depuis quelques années, nos organismes travaillaient le volet francophone de grands événements canadiens, comme le Toronto Global Forum, où on a eu notre demi-journée francophone, et le congrès national sur le transport collectif. À Toronto, un tiers de la salle était composé d'anglophones qui y assistaient sans traduction simultanée. On vise désormais d'autres événements. »

Impressionné par la récente entente de coopération entre le collège Boréal de Sudbury et l'École canadienne de Tunis, Dominic Mailloux est convaincu qu'il faut créer les occasions de maillage et de réseautage. « L'écosystème est en place, il y a des chambres de commerce francophones partout, à Saint-Boniface, à Halifax. A nous de susciter les rencontres. »

Parmi les impératifs de l'AFEC figure le projet de faire grandir le réseau au-delà des quatre organismes fondateurs. « Les discussions vont bon train avec les Manitobains et les Britannico-Colombiens. On voudrait avoir au moins un organisme de représentation par province », dit Charles Milliard.

Un autre volet important concerne la collaboration avec le politique. Selon Dominic Mailloux, l'AFEC fera entendre ses revendications auprès des instances gouvernementales et produira des recommandations.

À ces yeux, ce qui se trame s'inscrit dans l'esprit de ce que Mariette Mulaire a réalisé au Manitoba depuis 2007. L'ancienne présidente du World Trade Center de Winnipeg avait fait valoir la plus-value du bilinguisme auprès du gouvernement manitobain en organisant la tenue de Centrallia, un forum international francophone de la PME, le premier du genre dans l'Ouest canadien, et en y attirant un nombre impressionnant d'entreprises francophones, comme les françaises Roquette et



« L'objectif de l'AFEC est de fonder les forces vives du développement économique francophone au Canada », affirme Dominic Mailloux, président de la FGA.

LA PRESSE CANADIENNE

Ubisoft et les québécoises Hôtels Alt et Nordik Spa-Nature. « Elle avait fait comprendre au gouvernement manitobain que le français, c'était aussi de la *business*. »

En plus de créer des événements et d'assurer une présence francophone forte dans les événements d'affaires canadiens, l'AFEC veut activer le volet économique international francophone.

« C'est quand même le gouvernement du Québec, à l'époque de Jean Charest, qui a amorcé l'Accord économique et commercial global avec l'Union européenne, et qui est sous-utilisé par les Canadiens, alors que la francophonie représente tout de

même un gros morceau en Europe, dit Charles Milliard. Réussir, ça ne se fait pas juste aux États-Unis. On pense à l'Europe, évidemment, mais aussi à l'Afrique, qui est un marché exceptionnel. »

« La langue peut être facilitatrice pour créer de la richesse. En Ontario, on est 5000 femmes et hommes d'affaires francophones, dit Dominic Mailloux. Il y a 321 millions de francophones dans le monde [selon les chiffres de 2022]. En tant que francophones, c'est nous qui sommes le mieux placés pour développer des corridors de commerce vers la France, la Belgique, l'Afrique. Les occasions d'affaires sont à saisir. »